



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

croissance

Question au Gouvernement n° 787

Texte de la question

M. le président. La parole est à M. Pierre Méhaignerie.

M. Pierre Méhaignerie. Ma question s'adresse à M. le ministre de l'économie et des finances ou à M. le Premier ministre, puisque le ministre de l'économie et des finances n'est pas là.

J'ai eu la curiosité de relire, avant le débat budgétaire, nos débats en 1992 sur le budget. («Aïe, aïe, aïe» sur les bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance.)

M. Jean Glavany. Drôles d'occupations !

M. Pierre Méhaignerie. Le Premier ministre était alors Pierre Bérégovoy. En octobre 1992, les prévisions de croissance avaient été fixées par le Gouvernement à 2,6 %. Elles nous semblaient trop optimistes. Les arguments qui nous étaient alors opposés ressemblent à ceux que vous employez aujourd'hui, monsieur le Premier ministre. En effet, le président de la commission des finances estimait que les fondamentaux de notre économie étaient bons et que la France disposait des atouts d'une économie assainie. Quant au ministre du budget, il considérait que notre pays s'en sortait beaucoup mieux que ses voisins et que nous réalisions l'une des meilleures performances des grands pays industriels. (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, du groupe communiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert.)

Quel fut le résultat ? (Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance, du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.)

M. le président. S'il vous plaît, mes chers collègues, sur quelque banc que vous siégiez, je vous demande un peu de silence !

M. Pierre Méhaignerie. Le résultat ? La croissance fut négative et les déficits de la sécurité sociale explosèrent, passant de 15 à 50 milliards tandis que le déficit de l'Etat grimpa de 160 à 350 milliards de francs.

(Protestations sur les bancs du groupe socialiste, du groupe communiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert.)

Il fallut quatre ans d'efforts et de sacrifices aux Français pour remonter la pente ! (Vifs applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance, du groupe du Rassemblement pour la République et du Groupe Démocratie libérale et Indépendants.)

M. Didier Boulaud. Et la dette de Balladur ?

M. Pierre Méhaignerie. Aujourd'hui, alors que les incertitudes s'aggravent, le budget est construit sur l'hypothèse d'un dollar à 6 francs. Nous en sommes loin ! Le devoir du Gouvernement, monsieur le Premier ministre, n'est-il pas de tirer des leçons de l'expérience passée ? Le devoir du Gouvernement n'est-il pas d'éviter au Parlement un débat budgétaire tronqué ?

M. François Rochebloine. Très juste !

M. Pierre Méhaignerie. Monsieur le Premier ministre, comment le Gouvernement se prépare-t-il à gérer les dépenses publiques face à un ralentissement de la croissance, pour ne pas renouveler les erreurs de 1992 que les Français et les gouvernements successifs ont dû réparer ? (Applaudissements sur les mêmes bancs.)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat au budget.

M. Christian Sautter, secrétaire d'Etat au budget. Monsieur le député, vous aimez les leçons d'histoire. Si je cherchais une référence dans le passé, j'irais la chercher en 1987. («Chirac !», sur les mêmes bancs.) Cette année-là, le monde a été secoué par une crise financière et l'action concertée - Dominique Strauss-Kahn est en train de s'attacher aujourd'hui à la même tâche - a permis de redresser la situation et d'ouvrir une période de

croissance vigoureuse. (Vifs applaudissements et rires sur les mêmes bancs.)

M. Richard Cazenave. En 1987, c'était nous qui étions au pouvoir !

M. le secrétaire d'Etat au budget. Certes, comme je l'ai appris, comparaison n'est pas raison, mais il est un point dont je voudrais vous donner acte. S'il y a une erreur qui ne doit pas être commise de nouveau, c'est celle qui a été faite en 1995: au moment où la croissance redémarrait dans notre pays, la majorité d'alors, vous en l'occurrence, a majoré la TVA de deux points et a brisé net l'expansion.

Nous sommes quant à nous partisans du soutien de la demande intérieure. Vous verrez. J'ai confiance dans la croissance de la France l'an prochain. Elle sera solide parce qu'elle repose sur la demande intérieure.

(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, du groupe Radical, Citoyen et Vert et sur quelques bancs du groupe communiste.)

Données clés

Auteur : [M. Pierre Méhaignerie](#)

Circonscription : Ille-et-Vilaine (5^e circonscription) - Union pour la démocratie française-Alliance

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 787

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : budget

Ministère attributaire : budget

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 7 octobre 1998, page 5955

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 7 octobre 1998